



Aux Maires,
Présidentes et Présidents de communautés de communes de Gironde

Bordeaux, le 2 novembre 2023

Madame la Maire, Monsieur le Maire,
Madame la Présidente, Monsieur le Président,
Mesdames les élus, Messieurs les élus,

Celles et ceux qui étaient Maires en 2018 se souviennent de notre cri d'alarme commun contre la menace d'une métropolisation qui ferait disparaître le Département et fracturerait urbain et rural. C'était le mouvement lancé par le Département de la Gironde dénommé « Défendons nos territoires ». **Le 18 Octobre de cette année-là, vous étiez nombreuses et nombreux à nos côtés, dans l'immeuble Gironde, pour dire « non ! » à une métropolisation qui viserait à supprimer les Départements. Haute-Garonne, Loire-Atlantique, Côte d'Or ou Gironde, entre autres, toutes les mobilisations ont alors permis de faire reculer les velléités visant à diviser nos départements en opposant ville et campagne.**

5 ans plus tard, nous avons toutes les raisons de lancer un nouveau cri d'alarme. Si la métropolisation à la lyonnaise reste une épée de Damoclès qui peut ressurgir, d'autres éléments d'alertes se sont ajoutés : Les Départements n'ont plus aucune fiscalité et voient la crise immobilière faire chuter les droits de mutation, leur seule recette dynamique. Les communes sont quant à elles réduites à ne plus avoir, comme ressource fiscale, que la taxe sur le foncier bâti qu'il ne sera pas possible d'augmenter indéfiniment. Un certain nombre d'EPCI sont de leur côté en difficulté pour mener leurs missions, leurs moyens étant insuffisants. Les Régions ont vu leurs recettes et leurs dépenses fortement grevées par les crises successives depuis 2020, au point d'avoir presque doublé leur endettement en 4 ans.

Car des paramètres exogènes viennent nous impacter toutes et tous : une croissance forte de la population qui implique de déployer équipements et services publics, des décisions gouvernementales comme l'augmentation du point d'indice, qui s'appliquent à nous sans moyens supplémentaires, l'inflation qui fait exploser nos dépenses en fonctionnement comme en investissement.

Pour certaines communes, ce sont aussi des engagements que l'État amène à prendre sans compensation complète, comme les Espaces France Services, l'accueil lié aux cartes d'identité ou le dédoublement de classes dans les écoles.

Dans les Départements, c'est la revalorisation des aides à domicile et des personnels médico-sociaux, la prime de feu pour les sapeurs-pompiers, ou encore des « transferts masqués » qui conduisent à prendre en charge des situations au titre du handicap ou de la protection de l'enfance, hors compétences légales, par carence de la solidarité nationale.

Et pour les Régions, l'Etat multiplie les transferts de charges et d'investissements non compensés, s'agissant de plans d'urgence ou de relance, de formation professionnelle, ou encore en matière de transition écologique ou de mobilités, constituant un mur d'investissements extrêmement important.

Nous en partageons les conséquences : un « effet-ciseau » qui voit augmenter plus vite nos dépenses que nos recettes, augmenter notre endettement, réduire notre épargne. Et comme vous le savez nous ne pouvons, contrairement à l'État, présenter nos comptes en déficit.

Deux choix se présentent donc à nous : se résigner à mourir par asphyxie financière au profit d'un État jacobin, ou être solidaires et dire en « girondins » : **défendons nos territoires !**

Car si le bloc communal est essentiel pour garantir la présence et le maintien des **services publics pour toutes et tous, partout en Gironde**, le Département et la Région, très présents également, tiennent à en rester les premiers partenaires, les premiers soutiens. Il faut pour cela leur laisser les moyens d'aller au-delà de leurs compétences obligatoires, car avec

l'aide apportée en ingénierie, en investissement, en actions dans les communes et intercommunalités, nous tenons tous ensemble la maille fine de la République dans une relation de confiance.

Cette confiance, nous la partageons ensemble, nous qui représentons le Département et sa volonté de solidarité humaine et territoriale, la Région et son rôle majeur pour accélérer et accompagner les transitions, les Maires de Gironde et ceux des territoires ruraux pour défendre cette cellule-souche de la République, et Bordeaux Métropole qui refuse désormais toute centralisation et tend une main de coopération aux territoires qui l'entourent.

Cette confiance que nous entretenons, nous ne pouvons laisser l'État la mettre à mal par ses attaques répétées sous forme d'exigence « d'économies de la part des collectivités ». Au contraire, alors que la fonction d'élu de la République devient de plus en plus difficile à exercer au quotidien, nous devons nous réunir autour d'elle.

Aussi, nous vous proposons un temps fort de mobilisation pour affirmer notre conviction partagée : celle que la **décentralisation est indispensable** pour une action de proximité dans notre pays, au plus près de nos concitoyens. Pour cela, il faut qu'elle soit pleinement respectée tout autant que la libre administration de nos collectivités, et qu'elle continue à disposer des moyens nécessaires à la belle ambition qu'elle représente depuis 1982, tout autant qu'à la poursuite de nos réussites communes.

En écho au 5ème anniversaire du 18 Octobre 2018 (ci-dessous), **rendez-vous avec votre écharpe tricolore et tous les élus que vous pourrez mobiliser**, le:

Samedi 2 Décembre à 10h00,

à l'immeuble Gironde (Bordeaux-Mériadeck)

pour relancer notre démarche « girondine » afin de « défendre nos territoires » !

Plus nous serons nombreux, plus nous donnerons de l'impact à notre action

Nous savons pouvoir compter sur vous !

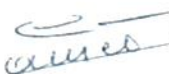
Soyez assurés de nos sentiments combatifs et chaleureux.

Le Président du Département de la
Gironde



Jean-Luc GLEYZE

Maire de Saint-Émilion, Président de la communauté de
communes du Grand Saint-Émilionnais, et Président de
l'Association des Maires de Gironde.



Bernard LAURET

Maire de Blasimon,
Président de la communauté de communes Rurale de
l'Entre-Deux-Mers
Président de l'Association
des Maires Ruraux de Gironde.



Daniel BARBE

Maire de Mérignac,
Président de Bordeaux Métropole



Alain ANZIANI

Le Président de la Région Nouvelle-
Aquitaine



Alain ROUSSET

